Niveau(x) d'enseignement: 6 Numéro EDUQ : 8470173
Centre d'intérêt: 220

Le Congrès de l'U.G.E.Q. 1969 -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification, Section des études sociologiques, 1969.
ii, 21 f. ; 28 cm. -- (Le Mouvement étudiant au Québec. Bilan et prospective : 7)Dépouillement: Notes préliminaires / François Béland -- Monographie / Gilles Pronovost, Richard Simoneau.

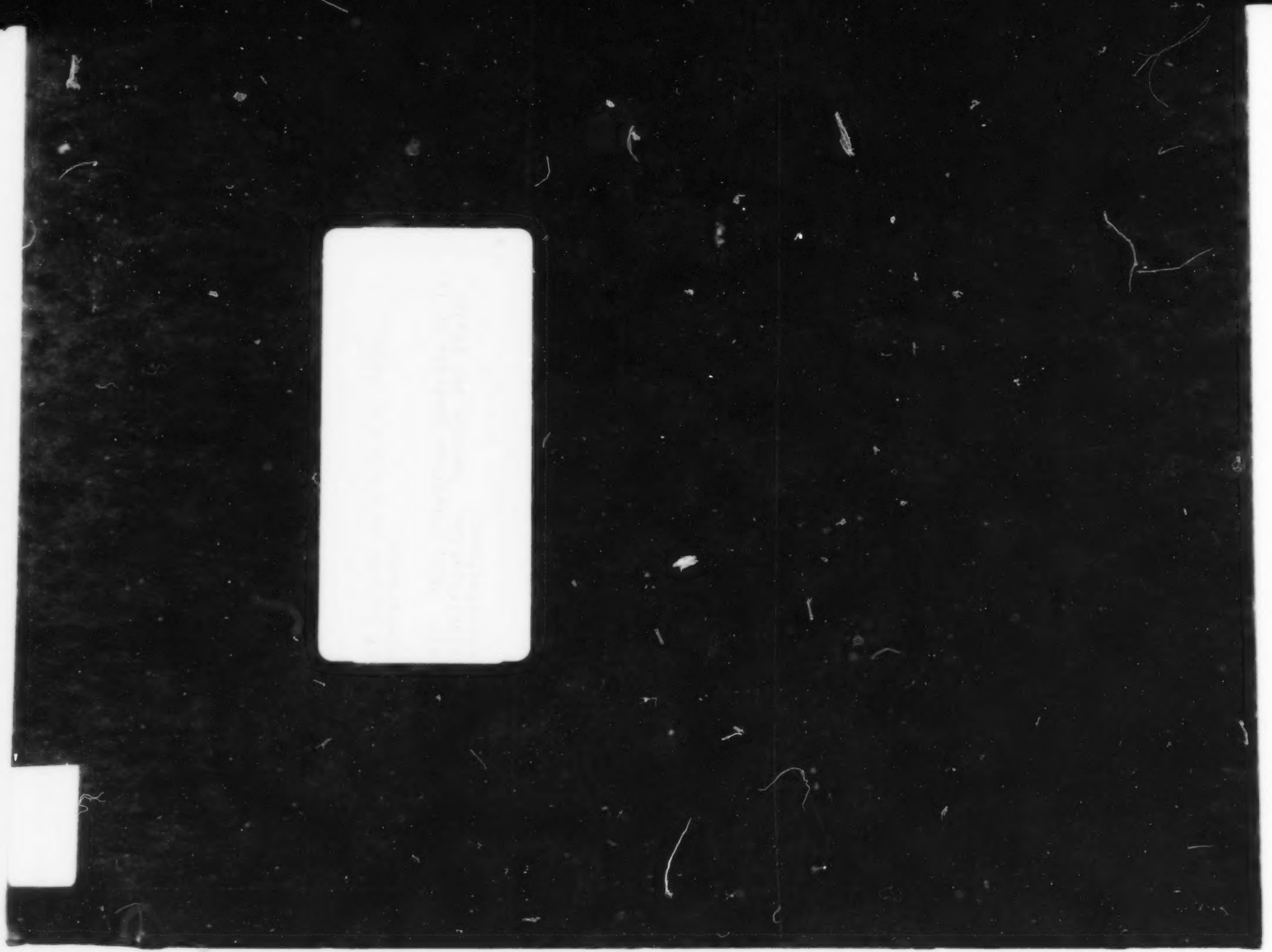
Descripteur(s): *Association d'étudiants *Contestation étudiante *Pouvoir étudiant *Collégial (Niveau) *Universitaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *Union générale des étudiants du Québec

Identificateur(s) de sujet: *Syndicalisme étudiant

En mars 1969, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) tenait un congrès qui s'est révélé passablement houleux: retombées des événements d'octobre et remise en cause du leadership de l'UGEQ par les étudiants de la base. Un premier texte expose le cadre général d'analyse qui a servi à l'étude du congrès. Le second, davantage descriptif, apporte une contribution à la compréhension des diverses factions en présence et des conceptions du syndicalisme étudiant qu'elles véhiculaient: syndicalisme de négociation, mouvement syndical-critique, mouvement syndical-politique et syndicalisme culturel.

Type de document: r



EDUQ 8470173

BILAN ET PROSPECTIVE

Le mouvement étudiant au Québec

Bulletin No 7, août 1969

LE CONGRES DE L'U.G.E.Q. 1969

Monographie

Avant-propos	Page 1
Notes préliminaires	Page 2
Monographie	Page 8

Ministère de l'Education
Direction générale de la planification
Section des études sociologiques.

Les deux textes présentés dans ce numéro de "Bilan et Prospective" nous parviennent d'une équipe de chercheurs en sociologie de l'Université Laval. Nous avons, il y a quelques temps, reproduit un texte de cette même équipe qui travaille sur le mouvement étudiant dans cette institution (cf. Bilan et Prospective no 5, mai 1969). Le texte de monsieur François Béland développe un cadre général d'analyse qui pourrait servir, dans une étape ultérieure, à faire une étude approfondie du congrès de l'U.G.E.Q. de mars 1969. Le second document, davantage descriptif, apporte une contribution à la compréhension des diverses factions qui ont rivalisé au cours de ce forum.

Il peut être utile de rappeler que l'U.G.E.Q. a été passablement ébranlée durant les événements d'octobre et son leadership fortement remis en cause par les étudiants de "la base". Autant que le mode pratique d'organisation de la centrale syndicale, la question de la représentativité de ses membres actuels ou futurs était au centre du débat et, selon que l'on acceptait ou rejetait le principe de la délégation de pouvoir, on optait pour tel type particulier d'organisation.

Il semble également important de souligner la perspective théorique que ces chercheurs ont adoptée. Partisans d'une sociologie actionnaliste, ils estiment que de nouveaux conflits qui découlent de la situation nouvelle faite au savoir dans les sociétés industrielles avancées, se substituent à la traditionnelle lutte de classes ouvriers-patrons. Selon eux, les protagonistes se trouveraient être ceux qui participent à la production et à la consommation du savoir et non plus les travailleurs exploités par les détenteurs de capitaux. Trop schématique pour être nuancée, cette présentation de la théorie actionnaliste en général et celle d'Alain Touraine en particulier, ne définissent que les orientations globales d'une perspective. Elle permet pourtant de cerner le terrain où s'affrontent les différentes écoles sociologiques, car cette interprétation de la réalité est controversée pour être trop restrictive; et partiale, dans la mesure où elle ne prend pas en considération toutes les données du problème, en particulier des dimensions du pouvoir autres que le savoir et le contrôle de la communication de ce savoir.

En fait, il semble qu'un certain nombre d'affirmations devraient être nuancées, comme par exemple, à la page 5, l'assimilation de l'objectivité à un travail scientifique règle d'une façon un peu hâtive le débat sur la scientificité des sciences sociales; à la page 4, où la catégorie d'institutions

dans laquelle on regroupe les contestataires peut prêter à controverse; à la page 6, où la contradiction entre une volonté de contrôle du savoir et le désir de création du savoir ne paraît pas évidente; etc.

Il n'en demeure pas moins que les éléments apportés dans le but de nous faire connaître les tendances et oppositions présentes chez les étudiants à propos de l'orientation à donner à leur centrale syndicale, nous sont précieux pour une meilleure compréhension du monde étudiant.

G.L.

Page 1 manquante

Notes préliminaires

1. La monographie

Le groupe d'étude sur le mouvement étudiant de l'Université Laval a assisté à toutes les assemblées générales, plénières ou débats publics et à quelques séances de comités du congrès de l'U.G.E.Q. 1969. Toutes les assemblées générales, plénières et débats publics furent enregistrés sur rubans magnétiques sauf une seule la première assemblée.

L'état du matériel exigeait un regroupement des interventions par thèmes. En effet, la procédure des débats n'avait rien de parlementaire: aucun cahier de propositions disponible, un ordre du jour qui indiquait des intentions, enfin quelques textes qui prenaient l'allure de manifeste ou de matériel d'information. D'ailleurs le problème principal auquel était confronté le congrès était, non pas l'action revendicative à entreprendre cette année, mais l'orientation générale de l'Union et sa survie. La méthode monographique s'imposait d'elle-même.

Nous avons identifié et fiché chacune des interventions significatives. Le matériel ainsi étiqueté par séances de travail et selon l'ordre des interventions a été dans un premier moment regroupé par catégories empiriques. Dans un deuxième moment, nous avons voulu introduire une première différenciation selon les tendances.

Par la suite nous avons jugé bon de regrouper les interventions selon les catégories analytiques, mais toujours par tendances. Ces catégories analytiques nous permettront dans un deuxième texte d'analyser en profondeur le congrès de l'U.G.E.Q. 1969.

Nous avons tenté autant que cela fût possible, d'identifier les personnes de façon à obtenir l'image réelle des tendances, soit leurs contradictions, équivoques, ambivalences, cohérence même. Cela ne fût possible qu'à demi. En effet, si nous avons identifié avec succès la plupart des principales interventions des principaux personnages, il s'est avéré impossible de classer les autres interventions. Nous avons préféré les catégoriser selon leur parenté logique avec une tendance que de rejeter ce matériel qui a servi de compléments précieux d'informations.

D'autre part, nous avons cru remarquer que les tendances n'indiquaient pas seulement des orientations idéologiques, mais relevaient d'une étude plus importante encore:

celle des orientations normatives des individus, d'un projet, ultimement, du mouvement étudiant au Québec. En effet, il nous a paru que l'appartenance à certaines institutions (C.E.G.E.P., Universités ou même Facultés) déterminait l'appartenance à une tendance plutôt qu'à l'autre. Deux critères semblaient pertinents:

1o/ l'état du mouvement étudiant, lors du congrès, dans les institutions particulières, état qui ne peut être compris que par la nature des attitudes de la direction et des étudiants pendant et après "Octobre" et;

2o/ la tradition syndicale dans l'institution.

En fait ces deux critères n'indiquent rien s'ils ne sont pas d'emblée récupérés par une analyse de l'organisation des institutions et surtout par celle du système d'action de la production et de la consommation du savoir au Québec.

2. Les tendances

Nous avons identifié quatre tendances principales:

1o/ Le syndicalisme de négociation, syndicalisme traditionnel, s'inscrit dans la ligne du socialisme prolétarien internationaliste. Les défenseurs de cette voie étaient les étudiants de McGill, sauf quelques-uns de tendances MSP, et les étudiants des facultés professionnelles présentes, Ecoles des hautes études commerciales et Ecole polytechnique de l'Université de Montréal. D'ailleurs très peu d'étudiants des facultés ou écoles professionnelles étaient présents. A travers le monde, ils sont à peu près absents de tout mouvement de contestation, à moins que des problèmes aigus de modernisation de leur profession se posent. Les étudiants contestataires se retrouvent dans les facultés ou écoles scientifiques qui les placent directement en face des responsabilités du savoir dans une société prométhéenne, sans offrir par ailleurs de filières professionnelles certaines.

2o/ Le mouvement syndical critique (MSC) nous semble engagé dans le nouveau mouvement étudiant. Sa critique du syndicalisme étudiant des années 1960-1964

est acerbe, il l'accuse de syndicalisme négociateur, intégrateur à la mode américaine, il désire s'engager dans un tout nouveau type d'action tout en conservant une structure nationale qui puisse faire le lien entre l'institution locale et la politique, les problèmes quotidiens et les problèmes de la société globale.

3o/ Le mouvement syndical politique (MSP) s'oppose aux deux premières conceptions du syndicalisme étudiant. Le premier est carrément bourgeois, tandis que le deuxième vit des réminiscences de l'histoire du syndicalisme étudiant, il subit donc ses tares et défauts dont les principaux lui viennent du maintien d'une machine bureaucratique aliénante. Abolir cette machine, c'est permettre aux besoins du milieu de se manifester dans toute leur ardeur et de susciter des mouvements locaux, coordonnés par un exécutif central en mesure de les aider.

4o/ Le mouvement pour un syndicalisme culturel se rapproche du mouvement syndical politique et du mouvement syndical critique dans la mesure où il se réfère lui aussi au milieu étudiant et croit en la spontanéité de l'individu. Cependant, il s'en sépare en ce qu'il désire abolir toute forme d'organisation, castratrice par définition. Notons qu'il met une foi sans borne au subjectivisme, refusant par nature l'objectivité, donc tout travail scientifique en soi.

Ce groupe n'était pas constitué comme tel, il nous a semblé plus une tendance (minoritaire? majoritaire?) parmi les comités d'action étudiants au sein desquels dominait la tendance MSP.

3. Les catégories analytiques.

Cette monographie n'est pas une explication, nous devions donc prévoir cette étape, organiser notre matière de façon à lui faire subir cette opération.

Nous devions prendre en considération deux exigences: le contenu de notre matière et nos intentions.

Les étudiants présents au congrès de l'U.G.E.C. étaient confrontés aux problèmes de la survie de l'Union et de ses

orientations générales. Ils se situaient donc à l'intérieur d'une organisation, l'U.G.E.Q.. Nous avons cru bon d'utiliser les éléments de toute sociologie des organisations, c'est-à-dire les niveaux de fonctionnement: politique, institutionnel, organisationnel et celui des conduites. (1)

Notre étude ne porte pas sur l'U.G.E.Q. telle qu'elle est, mais sur l'U.G.E.Q. future, sur un ensemble d'attitudes non vis-à-vis l'Union, mais dans et sur l'Union. Il est donc possible dans cette perspective d'utiliser les instruments relatifs à toute étude des organisations, l'emploi de ces concepts évitent que nous analysions les idéologies plutôt que les orientations normatives, qui, elles, nous introduisent à l'analyse des mouvements sociaux.

Notre intention n'est pas de décrire des futurs modes de fonctionnement de l'U.G.E.Q., mais de saisir la visée, par les étudiants, de valeurs sociétales; visée qui ne peut être que la contradiction entre des buts privés et des buts généraux, entre un désir de contrôle du savoir et une volonté de création de ce savoir. Contrôle qui peut se manifester par des demandes d'accessibilité générale à l'enseignement, de participation à l'administration des institutions, d'autonomie de la vie privée. Création qui se manifeste par une affirmation d'égalité de l'étudiant et du professeur devant l'ignorance, par la demande radicale d'un réaménagement de la pédagogie qui prend un caractère aliénant, obstacle à la création plutôt que médiation au savoir (1).

Pour ce faire, pour organiser leur action revendicative les étudiants peuvent choisir divers types d'organisation qui exprimeront chacune, non pas une idéologie, mais un type de rapport aux exigences d'un système d'action. Cette monographie tente précisément de définir les types d'organisation de revendication définis au congrès de l'U.G.E.Q..

Les décisions économiques dans la société programmée dépendent de moins en moins des organisations de production elle-même. Le progrès et la croissance deviennent objet de politique. Ainsi pour le savoir. Les étudiants doivent donc porter leur lutte à ce niveau. Notons que le "syndicalisme de négociation" faillit à cette tâche malgré toutes les apparences. En effet, il se définit à ce niveau essentiellement par la contradiction de tout le mouvement syndical ré-

---

(1) Touraine Alain, La société post-industrielle, Paris, Editions Denoel, Bibliothèque Médiations, 1969, 315 pp.

volutionnaire: situé dans l'entreprise, il affirme que ses revendications ne peuvent réussir que par une transformation globale de la société. D'autre part son action à ce niveau ne peut être qu'ambigue: lié ou non à un parti révolutionnaire, sa fonction est de négocier dans l'entreprise, mais d'abattre ce pouvoir qui détient les rennes de la politique par l'intermédiaire du jeu politique.

Les autres tendances vivent d'une autre contradiction qu'elles règlent différemment selon les cas.

Incapables pour le moment de définir des revendications précises à long terme qui fondraient la légitimité de son action à l'intérieur des institutions d'enseignement et vis-à-vis le ministère de l'Education, elles ne peuvent négocier, fonder leur existence comme syndicat mais seulement comme mouvement politique. Le MSP l'a parfaitement compris, voilà pourquoi il se réfugie dans l'action politique mais accepte quand même un minimum d'organisation qui le rattache ainsi aux revendications du milieu. Le MSC issu de la même contradiction tente de découvrir les règles du jeu qui lui permettent d'exister comme syndicat et comme pratique critique. Le syndicalisme culturel règle la contradiction en niant un de ses termes, la négociation, propose l'action directe et se situe carrément au niveau des conduites.

Nous n'avons voulu indiquer ici que quelques propositions, espérant que nos recherches postérieures pourront s'en servir comme point de départ. Tout ce que le lecteur va lire n'est ici qu'une monographie des interventions du congrès. Une véritable compréhension de l'événement devra passer par une étude de la situation des groupes dans leur institution respective et par une analyse de la monographie. Nous espérons dans un avenir plus ou moins rapproché nous livrer à ce travail.

François Béland.

Monographie

A. Le syndicalisme de négociation

Cette conception particulière a été surtout défendue par les étudiants de McGill, avec le concours de quelques étudiants des HEC et de Polytechnique. C'est une tendance vraiment minoritaire et très peu prise au sérieux par l'ensemble du congrès.

1. Pouvoir

Ce qui menace l'UGEQ de destruction c'est la question nationale, ce sont les problèmes linguistiques et ethniques que rencontrent le Québec et le Canada. Car tout cela peut diviser et affaiblir le syndicat étudiant. La solution du malaise n'appartient pas à l'UGEQ, mais au peuple canadien. Les projets d'action que l'on propose traitent par exemple de la reconnaissance du fait anglais au Québec et du fait français au Canada, du rejet de l'unilinguisme, etc.

A cela se greffe une conception populiste du syndicalisme étudiant, dont la force réside dans "la masse étudiante"; ce crédo est: je crois au syndicalisme politique de masse.

Cette structure nationale, forte de la masse sur laquelle elle s'appuie, qu'elle tente de politiser et de mobiliser, peut dès lors devenir un fort agent de négociation, auprès du gouvernement surtout, vers qui seront portés les problèmes et les revendications de la majorité; l'UGEQ est le porte-parole et le défenseur des intérêts de l'ensemble des étudiants.

On a même affirmé que ces négociations, puisque l'on est dans une organisation nationale très politisée, pouvaient aller jusqu'à saboter l'adversaire, sans doute par des revendications qui équivalent à sa disparition ou sa transformation profonde; des négociations "pour torpiller ce pouvoir établi".

On a adressé au moins une critique à cette conception du syndicalisme étudiant: les fondateurs de l'UGEQ, ceux qui ont justement voulu en faire un agent de négociation et de représentation, ont été "assimilés" par le pouvoir politique ou social; de sorte qu'on les retrouve maintenant du côté du gouvernement, contre qui ils luttaient il y a quelque temps à peine.

2. Institution

Le reste se déroule selon la logique. Il faut à la fois aménager des relations avec l'extérieur qui prendront la forme de négociations, et à l'intérieur de l'Union par l'intermédiaire de la représentation, au prorata, de chacune des unités de base. Cette notion de représentativité est importante ici; elle s'exprime dans le principe suivant (et qui a été l'objet d'une proposition lors du congrès, rejetée bien sûr):

"que l'UGEQ devienne un syndicat qui n'appuie l'opinion que de la majorité de ses membres".

C'est, ajoute-t-on, la seule façon de rallier tous les étudiants du Québec dans une même union. De sorte que les représentants élus par les étudiants seront vraiment le reflet des aspirations générales.

La notion de démocratie (au sens libéral du terme) se profile elle aussi: que l'UGEQ soit issue du milieu, de la masse et qu'elle ne serve que les intérêts de la masse. C'est au nom de ce principe qu'est rejetée la tendance M.S.P.

Ceci réalisé, il ne reste à l'Union que la tâche d'information de ses membres, information axée sur la politisation des individus; l'autre tâche consiste en la coordination des divers mouvements ou actions qui ne manqueront pas de jaillir de la masse ou que l'UGEQ elle-même entreprendra.

3. Organisation

Au niveau de l'organisation, i.e. l'aménagement concret des relations sociales, on fait de l'UGEQ une structure de coordination des activités, et d'information; cela suppose entre autres que l'Union devienne un mécanisme de rencontre, d'échange, de discussions, un lieu où l'on s'éclaire mutuellement sur les problèmes que l'on confrontent, et ce pour échapper à l'isolement ou l'apathie générale.

Cette structure de dialogue à la base, dans la masse étudiante, en est donc une de représentativité, puisque l'opinion de la majorité des membres peut être entendue à travers les différents canaux de communication; on a dit que c'était là d'ailleurs un gage d'efficacité, à cause des idées nouvelles et des multiples lumières qui jaillissent de toute part et renouvellent constamment le mouvement.

4. Conduites

Quant aux individus, ils doivent participer activement au mouvement, s'y impliquer personnellement (notion de "membership"). Contrairement à la masse apathique, ici on se réunit, on discute, et du choc des idées naissent de nouveaux projets. C'est cette apathie de la masse qui ralentit souvent l'action, car cet énorme "dénominateur commun" écrase les énergies, freine les activités de ceux qui désirent le changement. Ce qu'il faut, c'est une action positive auprès des individus, dans le but de les sensibiliser, les politiser, mais non une contestation inutile qui choque plus qu'elle n'éclaire.

On a reproché ainsi à certaines tendances manifestées lors du congrès (surtout le MSP et le syndicalisme culturel) d'y entretenir un véritable climat de guérilla intellectuelle, d'empêcher l'expression de certaines opinions, plutôt que de tenter, après des échanges et des discussions plus fructueuses, de créer un certain consensus autour de quelques idées et actions fondamentales.

B. Le Mouvement syndical-critique.

La notion de syndicat critique fut défendue et illustrée tout au long du congrès par quelques individus qui purent passer pour les chefs de file du mouvement d'octobre. Sur le plancher du congrès, les leaders du MSC redéfinissent inlassablement leurs principes d'action, posent la nécessité d'une organisation axée sur la coordination et non sur la spontanéité, font souvent appel aux solutions citoyennes, à la rationalité et au "gros bon sens". Visiblement, la masse les appuie, comme en font foi les nombreuses interventions pro-MSC et le ralliement de la majorité des délégués aux propositions présentées par les leaders du mouvement.

1. Pouvoir

Le MSC, au départ, opte "pour une action révolutionnaire qui transforme les mentalités et change la société capitaliste" toutefois une fois cela posé, il prétend ne pas tomber dans le militantisme gratuit; au messianisme de certains militants, il oppose ce qu'il appelle son réalisme: le pouvoir, ce n'est ni Drapeau, ni le chef Gilbert:

> "c'est pas en changeant les hommes qu'on change les structures et les situations".

Et si les étudiants ont un rôle majeur à jouer dans la lutte à entreprendre, ce n'est pas parce qu'ils ont fait Octobre qu'ils réussiront la révolution:

> "La technocratie est très forte; pour la changer, il faudra être très fort. Or on est des amateurs. Il faut creuser les problèmes pour trouver des solutions à long terme".

De plus, le mouvement étudiant actuel risque d'être saboré par les factions et les sectes, ou d'être englouti dans des projets limités et des actions sans conséquence; d'où, deux impératifs étroitement liés: d'une part "travailler dans nos milieux, c'est le seul projet collectif que l'on peut avoir", d'autre part, coordonner, organiser au plan de la société globale: "pour un organisme national qui puisse [illegible] une problématique d'ensemble qui lie la quotidienneté à la globalité".

2. Institution

Le mouvement étudiant doit d'abord s'enraciner dans le milieu car là commence la lutte; par une "action contre les autorités dans le milieu". Pour cela, un organisme national est en principe nécessaire. Mais si l'UGEQ, subsiste, elle doit être profondément modifiée.

D'abord, inutile de songer à un retour aux principes d'antan, au syndicalisme de négociation: "actuellement l'UGEQ est un frein à l'action".

Mais cela ne signifie pas que l'on doive tout rejeter des principes traditionnels: l'UGEQ, si elle est un organisme national, doit demeurer représentative. Mais l'état du mouvement étudiant québécois est tel que l'on doit opter pour une définition souple de la notion de représentativité: "un mandat donné par le milieu et contrôlé par les gens du milieu".

Le MSC cherche une définition du mouvement étudiant qui réalise l'équilibre entre la nécessité de la coordination et de l'organisation et l'idéal d'une action spontanée naissant dans le milieu: il faut développer "un style d'intervention qui provoque des débats dans le milieu".

Pour le MSC, il n'y a rien de définitif quant aux principes et aux formes d'action que doit adopter l'UGEQ. Ce qui importe d'abord, "c'est de suspendre l'UGEQ de nos têtes". Après quoi, de préciser "quels objectifs on se donne, comment on va les poursuivre".

3. Organisation

Les représentants du C.E.G.E.P. Lionel-Groulx résument les préoccupations des militants MSC:

> "On est pas capable de fonctionner ensemble. On se neutralise. Il y a désorganisation des mouvements dans les CEGEP. On a donc besoin d'appartenir à une association nationale car l'action peut être compromise localement. L'UGEQ doit demeurer comme rouage qui donne des moyens de transformation".

Il importe donc d'abord de s'organiser, de coordonner: "Si non c'est le bordel". "Des minorités sans organisation ne réussissent qu'à se taper sur la gueule".

S'organiser çà signifie accepter des contraintes: d'abord quant à la pondération des représentants des institutions. Si, l'on ne veut pas que ce soit une région qui contrôle le national, il faut accepter les principes de la représentativité. Ensuite, au niveau du fonctionnement, de l'organisation comme telle; ce groupe affirme la nécessité d'une organisation efficace:

"Vu qu'on réfléchit différemment, il y a une chose importante, c'est le type de fonctionnement".

On y joint quelques constations sur le déroulement du congrès:

"Qu'on cesse de se défouler et adoptons un comportement rationnel pour travailler. C'est la méthode de fonctionnement qui conditionne vos débats".

On ajoute cependant "qu'il ne s'agit pas que chaque individu s'aliéne dans le compromis" sous prétexte d'efficacité.

Enfin, contraintes au niveau des formes d'action, des moyens: certains individus posent le verdict que ce sont les objectifs communs qui font défaut, d'autres que ce sont les moyens communs. Les premiers mettront l'accent sur la régionalisation des objectifs du mouvement étudiant. Les seconds, au contraire, sur la nécessité de rouages qui rendent l'action efficace:

"On a brûlé des moyens d'action sans avoir le cheminement, la pensée et les effectifs nécessaires..." "C'est au niveau des moyens qu'on est pas d'accord. Il faut que notre action soit efficace, qu'on soit pas des martyrs de la révolution. Y en a en masse des moyens".

La FSC définit l'organisation du mouvement étudiant avec souplesse et pragmatisme. L'UGEQ demeure comme rouage, ce qui implique certaines contraintes. "Mais elle est un instrument qui aide à agir, et non une machine qui écrase l'individu". Au mieux, on lui adjoint une équipe d'animateurs qui intervient dans le milieu. Au minimum, l'on régionalise:

"On n'a pas d'objectifs communs, pas d'argent; donc mettre sur pied des comités régionaux et

des comités de liaisons".

De toute façon il faut respecter les dimensions locales, régionales et nationales des problèmes. Même chose pour ce qui est d'intervenir dans le milieu.

Signalons enfin que le MSC accepte que les groupements de diverses tendances dans le milieu s'affilient éventuellement à l'UGEQ. Mais il convient au préalable de poser le problème des objectifs et de l'organisation de l'UGEQ dans chaque collège. A défaut de la participation de l'association collégiale, l'UGEQ pourrait accepter l'affiliation des groupes politiques.

4. Conduites

Le MSC croit au dynamisme du milieu de la base, il est prêt à "remettre en question toute la structure de l'U.G.E.Q., et à la remettre entre les mains du milieu" car c'est au niveau local qu'on peut trouver quel type d'action et d'organisation l'on veut, ce n'est pas au congrès "s'il y a un nouveau congrès en juin, il doit être préparé à partir d'une analyse du milieu de même la création à long terme d'une nouvelle UGEQ doit procéder à partir du milieu".

Mais l'on est bien obligé d'avouer que le milieu est actuellement impuissant. Pourquoi? "Parce qu'il n'y a pas de problématique qui lie le quotidien au politique. Il faut donc partir du milieu et essayer de coordonner..." Que des structures dépassées s'effritent, çà n'a pas grandes implications pour le milieu: "Que l'UGEQ tombe, çà ne dérange pas le milieu. On n'a pas de syndicat au Vieux Montréal. Ca fait rien on va travailler quand même. On va peut-être ralentir au niveau des moyens onéreux mais pour ce qui est de l'individu", la perte de l'UGEQ ne ralentira pas ses énergies puisque de toutes façons elle n'était pas présente lorsqu'il en avait besoin.

Le MSC a dressé un bilan négatif du congrès. Les attitudes de certains étudiants lui ont paru décrire la condition entière des Québécois:

> "On est colonisé, on est pas capable de se parler".

Et de douter de la capacité de quelques-uns d'être révolutionnaire:

"J'ai l'impression qu'on est un "gang" de curés qui savent pas quoi faire pour emmener les gens à la messe".

Et encore:

"Il n'y a aucune différence entre ceux qui veulent le pouvoir par l'argent ou par les bombes. Ils sont contre la liberté".

Une participante, dans une critique acerbe du milieu étudiant et de la société en général a donné en même temps ses objectifs:

"On nous a détruit nos valeurs. On voulait un humanisme nouveau".

C. Le Mouvement Syndical-politique

C'est une orientation qui s'est manifestée pendant tout le congrès, avec l'appui d'une bonne partie des étudiants; mais un renversement s'est manifesté qui rendit cette tendance minoritaire et finalement rejetée. Ce groupe s'était formé avant le congrès, il a surgi des "Comités d'action" des C.E.G.E.P. au congrès, il a distribué un tract définissant ses objectifs et sa pensée; une équipe devait se présenter aux élections pour les divers postes à l'exécutif de l'UGEQ. Mais comme le congrès a décidé de ne point tenir d'élections, l'entreprise avorta. A la fin cependant un porte-parole du MSP déclara infantile l'attitude du MSC; de toutes façons ajouta-t-il, si nos idées avaient triomphé nous nous serions désisté car nous ne voulions pas être élus sans opposition, ni obliger quiconque à accepter nos objectifs; il termine en affirmant que le MSP allait continuer à travailler, mais avec les éléments dynamiques de chaque unité de base.

Signalons qu'il y a toujours eu un certain flottement dans la pensée du MSP, ce qui a donné lieu à diverses variations mineures à l'intérieur d'une même orientation générale. Nous ne rapportons que l'information disponible.

Enfin, dans la logique de ce mouvement, seuls les niveaux de l'organisation et des conduites sont importants: l'UGEQ comme pur instrument au service des mouvements de la base; c'est ce qui explique l'approche par la négative seulement des niveaux du pouvoir et de l'institution, et la concentration des interventions aux deux autres niveaux.

1. Pouvoir

Les interventions sont toutes négatives à ce niveau. C'est d'abord pour critiquer l'UGEQ en tant qu'elle est le fabricant de la future élite; et tout comme l'université elle-même, l'Union ne sert en fait qu'à promouvoir les intérêts de cette future élite. En réaction contre cette situation perçue, on nie cet "establisment étudiant" et on prône un retour à l'action de base.

2. Institution

A ce niveau, on s'est attaqué surtout au principe même de la représentativité; cela est une idée réactionnaire

défendue par le syndicalisme traditionnel; les objectifs du mouvement ont préséance sur la notion de représentativité. On donne comme exemple l'AGEUM qui, voyant qu'elle ne servait à rien, dont la structure ne recouvrait aucune réalité, s'est dissoute.

Il était dans la logique du USP de combattre l'idée de représentativité, puisque son existence même en était la négation pure et simple: on ne peut tenter de représenter des mouvements issus de la base, qui naissent ou meurent à tout moment, de vouloir institutionnaliser des minorités actives ou structurer le dynamisme propre au milieu étudiant.

3. Organisation

Suite à ce qui a été dit au niveau de l'institution, le USP déclare qu'il est impossible de fonctionner dans une organisation qui veut rallier la majorité, car un projet collectif est impossible au niveau national, l'unanimité est morte. Il n'y a pas de consensus national. Il n'y a que des gens ou des groupes qui ont pris des options politiques ou sociales, et dont il faut respecter la spontanéité et le dynamisme.

La notion de représentativité risque d'être un carcan pour le mouvement, un frein à l'action; tel a bien été le cas d'ailleurs car l'UGEQ n'a répondu à rien au niveau de l'action, personne ne s'en est occupé en octobre lors des occupations. Et au nom de cette représentativité on a refusé toute forme de leader-ship ou toute idée de minorité agissante.

Il faut certes envisager les problèmes d'organisation, mais sans sauter les étapes. L'UGEQ n'est pas une organisation qui, de l'extérieur, définit les objectifs du milieu et le provoque à l'action. Le seul rôle de l'UGEQ est celui d'un secrétariat central au service des gens actifs, un secrétariat qui n'a pour seul but que de faciliter l'action. Elle est un instrument pour l'action un fournisseur de moyens (selon bien sûr les différents niveaux); elle est une réponse aux questions des gens qui ont pris des options. A la limite, c'est un téléphone, des machines à écrire, quelques distributrices de fusils ou de pilules... (anticonceptionnelles, bien sûr). Toutes les facilités techniques propres à l'UGEQ sont mises au service des groupes d'action. Notons cependant qu'une concentration des moyens au niveau national se joint à une décentralisation des décisions politiques.

4. Conduites

Il s'ensuit un plaidoyer pour la décentralisation extrême et l'action à la base. "Faut pas avoir peur des étiquettes", des factions minoritaires, d'un large éventail d'options politiques offertes aux individus, sinon on risque d'écoeurer "les gars" dans un système d'impuissance, système monolithique et centralisé tel qu'il existe dans l'UCEQ à l'heure actuelle.

C'est à la base qu'on doit agir, dans le milieu même. Partir des individus, de leurs besoins, travailler en fonction du milieu, avec le dynamisme de chaque unité de base.

D. Le syndicalisme culturel

Ce type de syndicalisme, tel qu'il est exposé, se cantonne dans l'affirmation du subjectivisme le plus absolu et de l'action purement individuelle. Il est étranger aux problèmes de pouvoir et d'institution (qu'il nie en n'abordant même pas) et refuse toute organisation, tout encadrement, toute structure. C'est l'action d'un individu en accord avec d'autres individus, ou contre certains d'entre eux, en particulier la police.

Nous y trouvons développé un type d'utopie culturelle où action dans la société (ou contre elle) et action individuelle ne font qu'un, où il n'y a pas de médiation entre la révolution sociale et la personne.

3. Organisation

Le refus de l'UGEQ ne se fait même pas au niveau de l'institution ou du pouvoir, mais seulement au niveau de l'organisation, et c'est pour dire que l'Union ne sert à rien. Quant à l'idée d'une structure représentative, elle est niée au nom de la participation.

4. Conduites

Vive le subjectivisme! Vive la subjectivité!

Privilégier une organisation, c'est privilégier un type d'action; or tout commence dans l'individu et part de lui. L'engagement est d'abord un acte individuel; une organisation centrale, çà ne vaut rien; l'action révolutionnaire, valeur de révolte contre la société d'oppression, se situe à la base.

Allez dans les CEGEP; allez dans votre collège; que chacun choisisse un changement et l'accomplisse.

Malgré cela, certains posent cependant la notion d'organisation, mais c'est pour en faire une composante de l'action individuelle; par exemple, on a besoin de moyens pour poser des actions, et l'UGEQ ou un autre organisme peut y pourvoir. La seule fois que l'on parle de l'UGEQ comme organisation, c'est pour en faire un moyen de politisation des individus.

Quant aux actions individuelles, celles qui sont rapportées s'adressent surtout à la police. Première affirmation: une lutte quantitative; il y a 12,000 policiers à Montréal? Mais n'y a-t-il pas 55,000 étudiants? Deuxième moment: il faut taper sur la police, et ce avant de pouvoir s'attaquer à l'administration (surtout municipale et personnalisée dans le maire Drapeau): "nous autres la police nous a tapé dessus, je vais taper dessus la prochaine fois"; faut pas avoir peur de se faire casser la gueule. Troisièmement: çà ne durera pas toujours, cette conduite des policiers; donne des armes aux ouvriers, que les étudiants attaquent la police, et celle-ci va réfléchir.

Gilles Pronovost
Richard Simoneau.